

# FORMULAIRE

## Renseignements préliminaires

### PRÉAMBULE

La Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ), par ses chapitres 22 et 23, établit un régime de protection de l'environnement et du milieu social dans le territoire de la Baie-James et du Nord québécois. En fonction du type de projet, plusieurs aspects de ces chapitres relèvent du gouvernement du Canada, du gouvernement du Québec ou des deux paliers de gouvernement. Certains projets peuvent également relever du Gouvernement de la nation crie pour les projets situés en terres de catégorie IA à la Baie-James. Le Titre II de la [Loi sur la qualité de l'environnement \(LQE\)](#) présente les procédures d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social qui s'appliquent dans la région de la Baie James (art. 133 de la LQE) et du Nord québécois (art. 168 de la LQE).

Les projets mentionnés à l'annexe A de la LQE sont obligatoirement assujettis à l'une ou l'autre des procédures applicables en milieu nordique, contrairement à ceux mentionnés à l'annexe B, qui en sont soustraits. Les projets qui ne sont pas listés dans ces annexes sont considérés comme des projets de « zone grise ». Quiconque a l'intention d'entreprendre la réalisation d'un projet en milieu nordique visé par l'annexe A de la LQE ou un projet de « zone grise » doit demander un certificat d'autorisation ou une attestation de non-assujettissement. Pour les projets de compétence provinciale, le promoteur doit donc déposer un formulaire de renseignements préliminaires à l'Administrateur provincial de la CBJNQ. Ce formulaire permet de vérifier si le projet est assujetti ou non à la [procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social](#) et, le cas échéant, d'élaborer une directive indiquant la nature, la portée et l'étendue de l'étude d'impact que le promoteur doit préparer.

Le formulaire de renseignements préliminaires sert à décrire les caractéristiques générales du projet. Il doit être rempli de façon claire et concise et l'information doit se limiter aux éléments pertinents pour la bonne compréhension du projet, de ses impacts et des enjeux appréhendés.

Conformément à la LQE et pour les projets de compétence provinciale, le formulaire de renseignements préliminaires est transmis au Comité d'évaluation (COMEV), si le projet concerne la région au sud du 55<sup>e</sup> parallèle (Baie-James), ou à la Commission de la qualité de l'environnement Kativik (CQEK), si le projet vise le territoire au nord du 55<sup>e</sup> parallèle (Nunavik). Ces deux comités examinent les renseignements préliminaires et, pour les projets visés par l'annexe A de la LQE, produisent une recommandation sur la directive indiquant la nature, la portée et l'étendue de l'étude d'impact que le promoteur doit préparer. Pour les projets de « zone grise », ces comités produisent soit une recommandation (COMEV) ou une décision (CQEK) sur l'assujettissement du projet à la procédure. Ces recommandations et décisions sont ensuite acheminées à l'Administrateur provincial qui fait part de sa décision au promoteur. Cela peut se traduire par la délivrance d'une attestation de non-assujettissement dans le cas des projets non assujettis à la procédure ou par la délivrance d'une directive pour ceux qui y sont assujettis.

Le Comité d'évaluation est un comité tripartite formé de représentants nommés par le gouvernement de la Nation crie et de représentants du gouvernement du Canada et du gouvernement du Québec. La Commission de la qualité de l'environnement Kativik est un comité bipartite formé de représentants Inuit ou Naskapis nommés par l'Administration régionale Kativik et de représentants du gouvernement du Québec. Dans l'exercice de leurs fonctions, ces deux comités accordent une attention particulière aux principes suivants, lesquels sont énoncés aux articles 152 et 186 de la LQE :

- a) la protection des droits de chasse, de pêche et de piégeage des Autochtones;
- b) la protection de l'environnement et du milieu social;
- c) la protection des Autochtones, de leurs sociétés, de leurs communautés et de leur économie;
- d) la protection de la faune, des milieux physique et biologique et des écosystèmes du territoire;
- e) les droits et garanties des Autochtones dans les terres de catégories II;
- f) la participation des Cris, Inuit et Naskapis à l'application du régime de protection de l'environnement et du milieu social;
- g) les droits et intérêts, quels qu'ils soient, des non autochtones; et
- h) le droit de réaliser des projets, que possèdent les personnes agissant légalement dans le territoire.

À noter que le formulaire de renseignements préliminaires sera publié au [Registre des évaluations environnementales](#) en vertu de l'article 118.5 de la LQE, et ce, uniquement pour les projets pour lesquels une directive sera émise. Le [COMEV](#) et la [CQEK](#) publient également les formulaires de renseignements préliminaires sur leurs sites web.

Conformément aux articles 115.5 et 115.12 de la LQE, le demandeur de toute autorisation accordée en vertu de cette loi doit, comme condition de délivrance, produire la « Déclaration du demandeur ou du titulaire d'une autorisation délivrée en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement » accompagnée des autres documents exigés par le ministre. Vous trouverez le guide explicatif ainsi que les formulaires qui y sont associés à l'adresse électronique suivante : <https://www.environnement.gouv.qc.ca/lqe/renforcement/index.htm>.

Le formulaire de renseignements préliminaires doit être accompagné du paiement prévu dans le système de tarification des demandes d'autorisations environnementales. Ce paiement doit être fait à l'ordre du ministre des Finances. Le détail des tarifs applicables est disponible à la section [Tarification](#) du site web des évaluations environnementales. Il est à noter que le MELCC ne traitera pas la demande tant que le paiement n'aura pas été reçu.

Lorsque complété, le promoteur doit transmettre son formulaire de renseignements préliminaires et la lettre de transmission l'accompagnant à l'Administrateur provincial de la CBJNQ de la façon suivante :

- Transmettre une version électronique des documents (formulaire et lettre de transmission) à [reception.30e@environnement.gouv.qc.ca](mailto:reception.30e@environnement.gouv.qc.ca) en mettant en copie le sous-ministre ([marc.croteau@environnement.gouv.qc.ca](mailto:marc.croteau@environnement.gouv.qc.ca)) ainsi que Vanessa Chalifour, coordonnatrice/cheffe d'équipe aux projets nordiques ([vanessa.chalifour@environnement.gouv.qc.ca](mailto:vanessa.chalifour@environnement.gouv.qc.ca)). La lettre de transmission doit confirmer que les versions papier sont concordantes aux versions électroniques. En cas de documents électroniques très volumineux, voir le dernier point.
- Transmettre une copie papier des documents (français) au bureau du sous-ministre à l'adresse suivante :  
Administrateur provincial de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois  
Sous-ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques  
Édifice Marie-Guyart, 30e étage  
675, boul. René-Lévesque Est, boîte 02  
Québec (Québec) G1R 5V7
- Transmettre les autres copies papier et les clés USB (incluant les versions françaises et anglaises) à la Direction de l'évaluation environnementale des projets industriels, miniers, énergétiques et nordiques à l'adresse suivante :  
Madame Mélissa Gagnon, directrice  
Direction de l'évaluation environnementale des projets  
industriels, miniers, énergétiques et nordiques  
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques  
Édifice Marie-Guyart, 6e étage, boîte 83  
675, boul. René-Lévesque Est  
Québec (Québec) G1R 5V7  
Projets au sud du 55<sup>e</sup> parallèle (Baie-James)  
Neuf (9) copies papier, soit cinq (5) en français et quatre (4) en anglais  
Trois (3) copies au format PDF sur support informatique  
Des copies supplémentaires peuvent être demandées selon l'ampleur du projet.  
Projets au nord du 55<sup>e</sup> parallèle (Nunavik)  
Dix-sept (17) copies papier, soit neuf (9) en français et huit (8) en anglais  
Trois (3) copies au format PDF sur support informatique  
Des copies supplémentaires peuvent être demandées selon l'ampleur du projet.
- Advenant que les documents électroniques soient très volumineux : Informer la Direction de l'évaluation environnementale des projets industriels, miniers, énergétiques et nordiques ([vanessa.chalifour@environnement.gouv.qc.ca](mailto:vanessa.chalifour@environnement.gouv.qc.ca)) et un lien sécurisé vous permettant de transmettre vos documents sur la plateforme ShareFile vous sera partagé. Ce lien sera valide pour une durée de 7 jours. Joindre au courriel d'envoi la lettre de transmission en indiquant que la version électronique sera transmise via la plateforme ShareFile de la DGÉES.

## 1. IDENTIFICATION ET COORDONNÉES DU PROMOTEUR

1.1 Identification du promoteur	
Nom : Direction de la planification des projets aéroportuaires, ministère des Transports du Québec	
Adresse municipale : 26 rue Mgr Rhéaume est, Rouyn-Noranda, J9X 3J5	
Adresse postale (si différente de l'adresse municipale) :	
Nom et fonction du ou des signataires autorisés à présenter la demande : Danielle Fleury, Directrice générale des projets et de l'exploitation aéroportuaires	
Numéro de téléphone : 418 646-0700 poste 23814	Numéro de téléphone (autre) : -
Courrier électronique : danielle.fleury@transports.gouv.qc.ca	
1.2 Numéro de l'entreprise	
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : sans objet	
1.3 Résolution du conseil municipal, du conseil de bande, du village nordique ou de l'organisme responsable	
Non requis pour le ministère des Transports du Québec	
1.4 Identification du consultant mandaté par le promoteur (s'il y a lieu)	
Nom :	
Adresse municipale :	
Adresse postale (si différente de l'adresse municipale) :	
Numéro de téléphone : -	Numéro de téléphone (autre) : -
Courrier électronique : @ .	
Description du mandat :	

## 2. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU PROJET

### 2.1 Titre du projet

Projet de dynamitage de la butte rocheuse en partie sur le site aéroportuaire de Kangiqsujuaq dans le cadre d'un projet de rechargement de l'aire de mouvement et de remplacement des dispositifs lumineux à l'aéroport de Kangiqsujuaq.

### 2.2 Article d'assujettissement

L'aéroport a été autorisé avant sa construction initiale en 1987 (certificat d'autorisation 3215-07-13, 1987, [Annexe A](#)). Les travaux de dynamitage de la butte rocheuse en partie à l'intérieur et à l'extérieur du site aéroportuaire modifieront substantiellement le site, ce qui entraîne la nécessité d'une modification du certificat d'autorisation (CA).

### 2.3 Objectifs et justification du projet

Les travaux s'inscrivent dans l'orientation du ministère des Transports du Québec (MTQ) d'améliorer les services aéroportuares et d'assurer la sécurité des usagers. L'ensemble des aéroports au Nunavik sous la responsabilité du MTQ ont une piste d'atterrissage en gravier. L'entretien récurrent de ces aéroports comprend le rechargement en matériaux granulaires des aires de manœuvre des aéronefs environ à tous les 10 ans.

À l'aéroport de Kangiqsujuaq, le dernier rechargement a été effectué en 2008. L'état de l'aire de mouvement est jugé très mauvais et une intervention doit être effectuée en 2022 sous peine de mettre en péril la sécurité aéroportuaire. Également, le balisage lumineux de la piste est en mauvais état et doit être changé le plus rapidement possible.

Une butte rocheuse située en partie sur le site aéroportuaire doit être dynamitée afin de fournir les matériaux granulaires nécessaires au projet de rechargement de la piste et d'installation de balisage lumineux. Ce dynamitage permettra également de créer de l'espace pour l'agrandissement futur des bâtiments aéroportuares. La portion de la butte à l'extérieur du site sera exploitée à titre de carrière pour le présent projet et des projets futurs (entretien et amélioration) du site aéroportuaire et de la route d'accès.

### 2.4 Description sommaire du projet et des variantes de réalisation

Le projet doit être réalisé en 2022 et consiste à recharger l'aire de mouvement de la piste d'atterrissage, d'ajouter des dispositifs lumineux et de remplacer des indicateurs de vent.

Plus précisément, afin d'augmenter la sécurité lors des approches à l'atterrissage, deux indicateurs visuels de pente d'approche de précision (PAPI) seront installés, de part et d'autre de la piste. Ces indicateurs seront installés dans un remblai, nommé tumulus, d'une largeur totale de 11 m et d'une épaisseur de 2,1 m et 6,4 m respectivement ([Annexe B](#)). Également, des indicateurs de vents (IDV) doivent être remplacés et les chemins d'accès à ces équipements seront élargis afin de faciliter le déneigement ([Annexe B](#)).

Les matériaux granulaires nécessaires à ces travaux (rechargement de l'aire de mouvement, tumulus pour les PAPI et élargissement des chemins d'accès aux IDV) seront produits à même le site aéroportuaire. En effet, une butte rocheuse est située à proximité de l'aérogare, en partie dans le bail aéroportuaire ([Annexes C et D](#)). L'exploitation de cette butte permettra de fournir les matériaux granulaires pour le projet, mais également d'aménager un espace pour l'agrandissement futur des bâtiments et de l'aire de mouvement.

### 2.5 Activités connexes

Sans objet

### 3. LOCALISATION ET CALENDRIER DE RÉALISATION DU PROJET

<b>3.1 Identification et localisation du projet et de ses activités</b>
Nom de la municipalité, du village ou de la communauté où il est prévu de réaliser le projet (indiquez si plusieurs municipalités, villages ou communautés sont touchés par le projet) :
Village nordique de Kangiqsujuaq, comté d'Ungava, Nunavik
Catégories des terres (I, II ou III) : 1
L'aéroport se trouve à moins d'un kilomètre du village. Point central du projet (NAD 83, MTM 07) : X UTM Z19 : 344255,01 Y UTM Z19 : 6832194,38
<b>3.2 Description du site visé par le projet</b>
Les installations aéroportuaires de Kangiqsujuaq ont été construites en 1987. Les terres de catégories I ne pouvant être vendues ou cédées au MTQ, en vertu de l'article 116 de la Loi concernant le régime des terres dans les territoires de la Baie-James et du Nord Québécois, le terrain où se trouve l'aéroport fait l'objet d'un bail de location signé en 1987 d'une durée de 20 ans et renouvelable.  Kangiqsujuaq, situé à environ 500 km au nord-ouest de Kuujuaq, occupe un site exceptionnel, à 10 km du Détroit d'Hudson, sur la rive sud-est de la Baie Wakeham. Le village est blotti dans le creux d'une vallée entourée de montagnes. La population est de 750 habitants (Statistiques Canada, 2016).  Le village nordique n'étant pas accessible par route, l'aéroport constitue une infrastructure vitale pour la communauté, car il assure le seul lien avec les centres extérieurs pouvant fournir les services essentiels durant toute l'année. Il permet d'offrir des services réguliers et nolisés de transport de passagers, d'évacuation médicale ainsi que d'approvisionnement en matières nécessaires (nourriture, pièces mécaniques etc.) Il est donc essentiel de maintenir les installations en bon état.
<b>3.3 Calendrier de réalisation</b>
Les travaux sont prévus à l'été et l'automne 2022. L'échéancier complet du projet est présenté à l'Annexe E.
<b>3.4 Plan de localisation</b>
Le plan de localisation à l'Annexe F montre le site aéroportuaire et la butte rocheuse qui sera exploitée.

#### 4. ACTIVITÉS D'INFORMATION ET DE CONSULTATION DU PUBLIC, DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET DES USAGERS DU TERRITOIRE

##### 4.1 Activités d'information et de consultation réalisées

En tant que responsable de la gestion des aéroports au Nunavik, l'Administration régionale Kativik a été avisée des travaux faisant l'objet du projet de rechargement de l'aire de manœuvre et de remplacement du balisage lumineux.

La corporation foncière Nunaturlik et le Village nordique de Kangiqsujuaq ont approuvé le projet de dynamitage du roc (assimilée à l'exploitation d'une carrière), soit la portion du projet qui déclenche la nécessité de la modification du CA (voir résolutions à l'Annexe G).

##### 4.2 Activités d'information et de consultation envisagées au cours de la réalisation de l'étude d'impact sur l'environnement et le milieu social

Sans objet

#### 5. DESCRIPTION DES PRINCIPAUX ENJEUX<sup>1</sup> ET IMPACTS APPRÉHENDÉS DU PROJET SUR LE MILIEU RÉCEPTEUR

##### 5.1 Description des principaux enjeux du projet

Le projet visant l'amélioration d'un service essentiel à la population sur un territoire déjà perturbé par les activités aéroportuaires, l'enjeu principal identifié est l'impact ponctuel du dynamitage du roc sur le milieu environnant.

##### 5.2 Description des principaux impacts appréhendés du projet sur le milieu récepteur

Le terrain où seront effectués les travaux a déjà fait l'objet d'une étude des impacts sur l'environnement lors de la construction de l'aéroport. Le milieu naturel ayant déjà été fortement perturbé par l'aménagement du site aéroportuaire, les travaux n'auront que peu d'impacts supplémentaires sur l'environnement et le milieu social.

##### Bruit et air

Le bruit des travaux constitue un impact appréhendé pour la population et une certaine pollution de l'air ambiant est à prévoir au cours des travaux de dynamitage, concassage et tamisage de la roche. Il s'agit d'impacts inhérents au projet qui peuvent être atténués par des méthodes de construction et d'entretien appropriées. Quant à la production de poussières durant les activités de concassage, l'équipement utilisé respectera les normes prévues dans le règlement sur les carrières et les sablières (RCS).

##### Sol

Afin de minimiser l'empreinte au sol, le site déjà exploité servira d'aire de manœuvre pour les travaux de concassage, de tamisage et d'entreposage temporaire des matériaux concassés. Les impacts appréhendés sur la qualité des sols lors de la réalisation des activités de construction et de dynamitage sont principalement liés aux risques de contamination des sols par des déversements accidentels. Ce risque de contamination, ainsi que la gestion des rebuts, sont sous la responsabilité de l'entrepreneur et devront être gérés selon les exigences de l'article 11.4.7 du cahier des charges et devis généraux (CCDG) (voir Annexe H).

Si des sols contaminés étaient trouvés sur le site des travaux, ceux-ci seraient gérés en fonction de la réglementation en vigueur telle que la politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés (PSRTC) et le règlement sur l'enfouissement des sols contaminés (RESC).

##### Archéologie

Selon l'avis de potentiel archéologique produit par la Direction de l'environnement du MTQ (Annexe I), le potentiel archéologique dans la zone des travaux est jugé faible et aucune intervention archéologique préventive dans les limites de la zone n'est recommandée.

Cependant, si des vestiges sont mis à jour fortuitement durant les travaux, ceux-ci seront interrompus, au site de découverte, jusqu'à ce que les archéologues du Ministère aient évalué le site et récupéré les artefacts, au besoin.

<sup>1</sup> Enjeu : Préoccupation majeure pour le gouvernement, la communauté scientifique ou la population, y compris les communautés autochtones concernées, et dont l'analyse pourrait influencer les recommandations ou décisions des comités nordiques quant à l'autorisation ou non d'un projet.

## **Flore et faune**

Un inventaire écologique des milieux humides et hydriques a été effectué à l'été 2021 sur plusieurs sites aéroportuaires du Nunavik, dont celui de Kangiqsujaq. L'étude finale n'étant pas encore disponible, des informations préliminaires pertinentes au projet sont présentées à l'Annexe J sous forme de cartes et de courriel.

En résumé, lors de l'inventaire terrain effectué cet été, aucune espèce floristique ou faunique à statut particulier n'a été observé. Le secteur de la butte rocheuse à exploiter ne présente aucun milieu sensible à protéger. Toutefois, du remblai pour les PAPI et les IDV pourrait toucher des milieux humides et hydriques. La conception sera modifiée afin d'éviter ces milieux. Cependant, si un impact sur ces milieux ne peut être évité, les autorisations environnementales nécessaires seront demandées.

En plus des lois et règlements, les mesures d'atténuation courantes du CCDG seront mises en place afin d'atténuer les différents impacts (voir annexe H). On peut citer notamment l'article 10.4 - « Protection de l'environnement » qui contient différentes mesures à mettre en place pour limiter les risques mentionnés dans cette section incluant la protection des lacs, cours d'eau et des milieux humides, les ouvrages de rétention des sédiments et de protection contre l'érosion ainsi que la gestion du bruit. À cela s'ajoute les clauses pour contrôler les activités de dynamitage (articles 11.4.3.3.5, 11.4.4 et le guide de surveillance) ainsi que les obligations et responsabilités de l'entrepreneur et la remise en état des lieux. Finalement, en plus du règlement sur les carrières et les sablières, la carrière sera exploitée selon les prescriptions de l'article 11.14 – « Fourniture de carrière ou de sablière » du CCDG.

## **6. ÉMISSION DE GAZ À EFFET DE SERRE**

### **6.1 Émission de gaz à effet de serre**

Les principales sources d'émission gaz à effet de serre sont reliées à l'utilisation de machinerie pour faire les travaux (ex. camions, concasseurs, etc. Toutefois, elles seront limitées à la période des travaux.

## **7. AUTRES RENSEIGNEMENTS PERTINENTS**

### **7.1 Autres renseignements pertinents**

Sans objet

## **8. DÉCLARATION ET SIGNATURE**

### **8.1 Déclaration et signature**

#### **Je déclare que :**

*1° les documents et renseignements fournis dans ce formulaire de renseignements préliminaires sont exacts au meilleur de ma connaissance.*

*Toute fausse déclaration peut entraîner des sanctions en vertu de la LQE. Tous les renseignements fournis feront partie intégrante de la demande et seront publiés sur les sites web du Comité d'évaluation (COMÉV) ou de la Commission de la qualité de l'environnement Kativik (CQEK) ainsi qu'au Registre des évaluations environnementales.*

Prénom et nom

Danielle Fleury, directrice générale des projets et de l'exploitation aéroportuaires

Signature

Date

2021-11-01